GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ
•
467 chaussée de Louvain
B – 1030 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 241 84 20
Fax : +32 (0)2 245 19 33
Courriel : admi@grip.org
Internet : www.grip.org
Twitter : @grip_org
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messager de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».

Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

NOTE D'ANALYSE – 5 octobre 2016

GÉHIN Léo. *Conflit au Haut-Karabakh : vers une reprise des hostilités ?,* Note d'Analyse du GRIP, 5 octobre 2016, Bruxelles.

http://www.grip.org/fr/node/2100

NOTE D'ANALYSE

Conflit au Haut-Karabakh : vers une reprise des hostilités ?

Par **Léo Géhin**

5 octobre 2016

Résumé

Malgré l'établissement d'un cessez-le-feu précaire en 1994, l'Arménie et l'Azerbaïdjan restent sur le pied de guerre au Haut-Karabakh. L'Azerbaïdjan a bénéficié des revenus du secteur pétrolier pour investir massivement dans les dépenses militaires et acquérir des armements capables de renverser le rapport de forces. De son côté, l'Arménie tente de contrebalancer son manque de liquidités en accroissant sa coopération, sinon son ralliement, avec la Russie. Celle-ci voit elle-même cette coopération comme un moyen d'empêcher l'allié de l'Azerbaïdjan, la Turquie, de pénétrer trop loin dans le Caucase. Toutefois, la Russie semble avoir tacitement autorisé une reprise des hostilités du côté de Bakou en lui vendant des S-300 PMU2.

Abstract

Uncertain balance of power in Nagorny-Karabakh : Towards renewed hostilities ?

In spite of a shaky ceasefire entered into force in 1994, Azerbaijan and Armenia have remained at daggers drawn over Nagorny-Karabakh. Benefiting from massive oil revenues, Azerbaijan has dramatically stepped up military expenditures over the last decade partly aimed at purchasing game-changing weapons. On the other side, Armenia has sought to offset its scarce financial resources with increased security cooperation, if not bandwagoning, with Russia, which in turn used it as a way to prevent Azerbaijan's ally Turkey from encroaching too far into South Caucasus. Nonetheless, with the sale of S-300 PMU2's systems to Azerbaijan, Russia seems to have tacitly agreed on a potential resumption of hostilities from Baku.

The author would like to warmly acknowledge all the persons who contributed to this paper, with a special mention to Mr. Masis Ingilizian, military analyst for Bellingcat.

Introduction

Du 2 au 5 avril 2016, les forces arméniennes, du Karabakh et azerbaïdjanaises se sont affrontées tout le long de la ligne de front située au Haut-Karabakh, lors de combats considérés comme les plus intenses depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu le 12 mai 1994[1]. Avec des pertes qui approchent plusieurs centaines d'hommes au total, ces combats, déclenchés par une offensive azerbaïdjanaise, ont remis sur le devant de la scène la guerre du Haut-Karabakh, qualifiée sobrement de « conflit gelé » depuis l'établissement du cessez-le-feu tripartite entre l'Arménie, l'Azerbaïdjan, et la république auto-proclamée du Haut-Karabakh, il y a 22 ans.

Ce cessez-le-feu suspendait une guerre commencée à la fin des années 1980, lorsque les autorités du Haut-Karabakh, territoire azerbaïdjanais peuplé majoritairement d'Arméniens, ont pris les armes pour obtenir leur rattachement à l'Arménie. Les combats se sont poursuivis après l'indépendance de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie, cette dernière soutenant militairement et financièrement le Haut-Karabakh[2]. Le cessez-le-feu marque une victoire nette de l'Arménie : les forces arméniennes et pro-arméniennes occupent non seulement le Haut-Karabakh, mais aussi d'autres zones qui constituent près de 14 % du territoire de l'Azerbaïdjan. Seulement, le Haut-Karabakh, de fait rattaché à l'Arménie, décide de déclarer son indépendance afin de ne pas attirer les foudres de la communauté internationale sur Erevan. Celle-ci n'a d'ailleurs jusqu'à présent jamais officiellement reconnu cette indépendance en signe de bonne volonté à l'égard du processus de paix de l'Organisation de la sécurité et de la coopération en Europe (OSCE), qui prévoit que le statut du Haut-Karabakh soit fixé uniquement par référendum populaire incluant les Azerbaïdjanais déplacés du Karabakh depuis 1988.



Musée des soldats morts au combat de la République du Haut-Karabakh, Stepanakert (Source : Adam Jones / LCC)

Malgré l'existence du cessez-le-feu, la situation de la ligne de front au Haut-Karabakh est toujours restée instable : les escarmouches entre les deux camps sont régulières, et touchent également les civils des villages environnants. Du seul côté azerbaïdjanais, quelque 1 008 militaires auraient été tués depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, dont 873 par balles, ainsi que 90 civils[3].

Ainsi, l'appellation de « conflit gelé » pour désigner cette guerre se réfère davantage à la staticité du front qu'à l'absence de combats. Cette Note tente d'esquisser un croquis du rapport de forces entre les deux principaux belligérants, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, et de montrer dans quelle mesure il offre au second la possibilité de reprendre l'offensive sans pour autant lui garantir de sérieux gains. Dans un premier temps, elle présentera le rapport de forces par le biais des dépenses militaires et des acquisitions d'armements récentes des deux pays.

---

1. « Azerbaijan reports more losses as Nagorno-Karabakh Fighting Rumbles On », *Reuters,* 5 avril 2016.
2. Thomas de Waal, *Black Garden: Armenian and Azerbaijan through Peace and War,* New-York et Londres, New-York University Press, 2013, 10e édition, p. 176 notamment.
3. « Caspian Defense Institute Studies : More than 2000 injured or dead in Karabakh war », *Meydan TV,* 18 mai 2016, présente les résultats d'une étude du CDIS utilisant des articles de presse, des sources militaires et des entretiens avec les familles des victimes.

Celles-ci révèlent la supériorité technologique de l'armée azerbaïdjanaise, et souligne également une contrainte majeure à laquelle sont soumis les deux pays, à savoir une dépendance cruciale envers les fournisseurs étrangers. Ensuite, la Note tentera de montrer l'impact de l'embargo sur les armes imposé par l'OSCE aux belligérants sur leurs capacités d'acquisition d'armements, et donc sur le rapport de forces, à travers sa mise en œuvre par les pays de l'UE. Enfin, elle tentera d'évaluer la probabilité de reprise de combats de haute intensité, en se basant sur l'état des cercles d'alliances sur lesquels s'appuient les deux pays.

Localisation géographique du conflit



(Source : Giragosian Richard, « Nagorno-Karabakh Situational Awareness », *Regional Studies Center,* 4 avril 2016)

1. Une « course aux armements » unilatérale : la supériorité matérielle sous perfusion de l'Azerbaïdjan

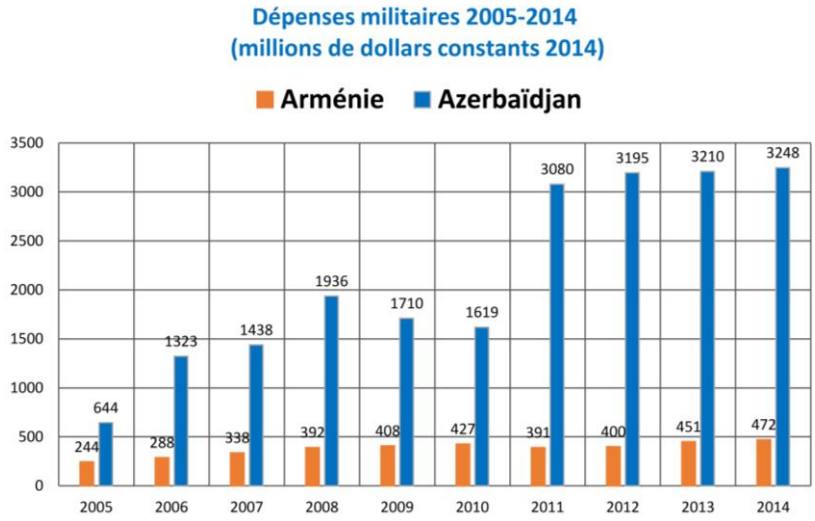
À première vue, le rapport de forces numérique semble équilibré. L'Azerbaïdjan dispose d'une armée d'active comptant 66 950 hommes contre 44 800 hommes pour l'Arménie, auxquels il faut ajouter les 18 à 20 000 hommes du Haut-Karabakh. Les nombres de chars et de pièces d'artillerie azerbaïdjanais, estimés entre 439 et 542, sont sensiblement les mêmes que ceux des forces arméniennes et du Karabakh combinées[4]. Pourtant, lors d'un exercice entre garde-frontières et forces armées en juin 2010, le président azerbaïdjanais, Ilham Aliyev, se vantait que le budget de la défense de son pays, évalué alors à 2,15 milliards de dollars, excédait la totalité du budget de l'État arménien[5]. Cette assertion, bien que remise en question par la suite, donne un aperçu de l'écart des capacités – donc des dépenses militaires, et des acquisitions de matériel – entre les deux pays.

4. International Institute for Strategic Studies : *The Military Balance 2016,* Londres, Routledge, février 2016, p. 170-172.

5. Auteur inconnu, « Ilham Aliyev : Azerbaijan's Military Budget Exceeds Armenian National Budget », *Azeri Report,* 26 juin 2010.

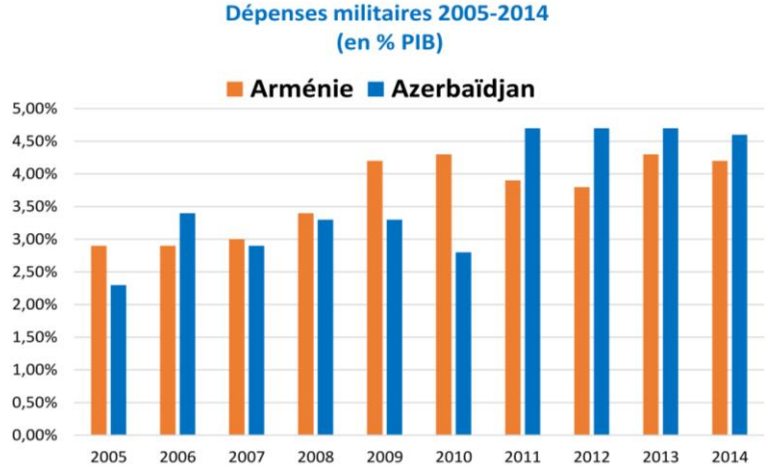
1.1. Analyse des dépenses militaires : un déséquilibre pas si évident

Alors qu'elles représentaient déjà le triple de celles de l'Arménie en 2005, les dépenses militaires de l'Azerbaïdjan ont significativement augmenté sur les dix dernières années pour atteindre près de sept fois celles de l'Arménie en 2014, et s'établir à 3,2 milliards de dollars[6].



(Source : SIPRI, SIPRI Yearbook 2015 : Armaments, Disarmament and International Security, Oxford, Oxford University Press, 2015, p. 385.

Néanmoins, l'effort de défense des deux pays s'observe mieux lorsqu'il est mis en rapport avec le PIB, ce que récapitule le tableau suivant. Pris sous cet angle, il paraît sensiblement plus équilibré. En moyenne, sur la période 2005-2014, les dépenses militaires arméniennes atteignent 3,69 % du PIB, contre 3,67 % pour l'Azerbaïdjan.



(Source : SIPRI, *SIPRI Yearbook 2015 : Armaments, Disarmament and International Security,* Oxford, Oxford University Press, 2015, p. 385)

6. Deux éléments comptables cependant : les dépenses arméniennes n'incluent pas les pensions et retraites, et seraient alors supérieures de 20 % ; le SIPRI n'incluait pas, avant 2011, les fonds des « projets spéciaux de défense » dans les dépenses de l'Azerbaïdjan. Or, ces fonds, séparés du budget de la défense par le gouvernement, constitueraient le noyau des acquisitions de matériel et représentent des sommes importantes : près de la moitié des dépenses militaires totales en monnaie nationale pour 2011. Par conséquent, le doublement des dépenses militaires azerbaïdjanaises entre 2010 et 2011 correspond en partie à ce changement comptable.

Mais à quoi correspondent ces dépenses militaires ? Il semble difficile de répondre catégoriquement à cette question, au vu du manque de transparence des budgets militaires des deux États : aucun des deux ne détaille par catégorie les dépenses prévues, mais tous deux dissimulent des fonds affectés à la défense sous des appellations détournées, comme les « investissements de l'État » pour l'Azerbaïdjan[7].

A) L'Arménie

Selon les rapports soumis au Bureau des affaires du désarmement des Nations unies pour 2004-2013, le premier poste des dépenses militaires arméniennes concerne les opérations et la maintenance : depuis 2004, il a toujours été supérieur à 41% des dépenses militaires totales[8].

En effet, la configuration statique du conflit au Haut-Karabakh exige un soutien logistique quotidien des soldats de la ligne de front. Or, les températures du Haut-Karabakh, qui peuvent atteindre aux contreforts -10° et aux sommets des montagnes jusque -20°, nécessitent de prévoir un surplus de calories par soldats, d'eau potable et de fournir des vêtements adaptés[9]. De même, le froid exerce une action néfaste sur le maintien en condition opérationnelle des équipements : il faut prévoir davantage de carburant, de batteries et de pièces de rechange, et donc davantage de dépenses liées aux opérations et maintenance[10]. Enfin, plusieurs sources arméniennes nous ont confirmé que le budget militaire arménien couvrait également les besoins de la République du Haut-Karabakh, ce qui contribuerait à expliquer pourquoi les dépenses des opérations et maintenance sont si importantes[11].

La part des dépenses militaires consacrées aux achats et aux constructions de nouvelles infrastructures n'a, elle, jamais dépassé 21 %, et s'est même réduite de moitié entre 2004 et 2013, pour tomber à 13,2 %. Pourtant, selon les chiffres de l'UNODA, elles ont presque doublé en valeur absolue : de 13 milliards de drams (environ 27 millions de dollars) en 2004, elles passent à plus de 25 milliards en 2013 (environ 54 millions de dollars). Néanmoins, les chiffres des seules dépenses d'acquisition d'armements ne reflètent pas les véritables moyens dont dispose l'Arménie pour acquérir du nouveau matériel, du fait de sa relation privilégiée en la matière avec la Russie. En effet, la politique de la Russie vis-à-vis du Haut-Karabakh a eu comme principe de maintenir un relatif équilibre entre les capacités militaires des deux belligérants, offrant par conséquent la possibilité à l'Arménie d'acquérir, en vertu de négociations secrètes et informelles, des armes russes

7. International Crisis Group, « Armenia and Azerbaijan : Preventing War », *Europe Briefing,* n° 60, 8 février 2011, p. 6.

8. Le poste opérations et maintenance est défini comme l'ensemble des fournitures d'usage courant, comme la nourriture, les vêtements, les produits pétroliers, le matériel d'entraînement hormis munitions, le matériel médical, ainsi que les dépenses d'entretien et de réparation, et les services contractés types frais de voyage, postaux, d'impression, et ceux assurés par des entreprises civiles. Voir UNODA, *Communication de l'Information relative aux dépenses militaires,* non-datée, p. 5.

9. Les températures sont tirées du site Karabakh.travel.

10. Paul-David Régnier, *Dictionnaire de géographie militaire,* Paris, CNRS Éditions, 2008, p. 137.

11. Communication Skype avec Ingilizian Masis, analyste militaire chez *Bellingcat,* août 2016.

à des prix réduits[12]. L'exemple le plus récent concerne un accord pour un prêt de 200 millions de dollars par la Russie à l'Arménie, à un taux avantageux, afin d'acheter des équipements russes. Ce montant représente à lui seul près de quatre fois les dépenses arméniennes d'acquisitions d'armements de 2014[13].

B) L'Azerbaïdjan

Les dépenses militaires annoncées par les officiels du gouvernement doivent être considérées avec précaution, car elles seraient délibérément gonflées à des fins de propagande : elles engloberaient aussi toute sorte de forces de sécurité extérieures au ministère de la Défense[14].

Si la part des dépenses d'acquisitions d'armements peut varier d'une année à l'autre, elle représente en moyenne le double de celle de l'Arménie, soit un pourcentage compris entre 25 et 40 % des dépenses militaires totales de l'Azerbaïdjan chaque année[15]. En 2012, une estimation du *Doktrina Center*, un centre de recherche militaire de Bakou, estimait entre 600 et 800 millions de dollars les dépenses d'acquisition d'armements annuelles de l'Azerbaïdjan[16]. Depuis février 2015, trois dévaluations de la monnaie nationale ont eu lieu, de sorte que le manat s'est fortement déprécié par rapport au dollar. Or, étant donné que Bakou acquiert essentiellement ses armes de partenaires étrangers, ces dévaluations ont certainement conduit à une augmentation sensible des dépenses d'acquisition sur les deux dernières années[17].

Concernant le poste des opérations et maintenance, l'Azerbaïdjan possède l'avantage de disposer de son propre carburant pour faire fonctionner les véhicules, ce qui réduit une des sous-catégories de dépenses du poste. En revanche, l'entretien des soldats et des matériels reste une composante non négligeable des dépenses, d'autant plus que trois des quatre corps de l'armée de Terre sont affectés aux opérations du Haut-Karabakh[18]. Par conséquent, les dépenses prévues d'entretien du personnel militaire, incluant la nourriture, les vêtements, le logement et les salaires absorberaient en 2016 30 % du budget, soit 600 millions de manat (360 millions de dollars environ)[19].

Enfin, une part des dépenses militaires est affectée au ministère de l'Industrie de défense, fondé en 2006, et qui opère séparément du ministère de la Défense. Ses activités couvrent la production, la réparation et maintenance ainsi que la recherche et développement dans

12. Correspondance avec Kucera Joshua, journaliste spécialisé sur la Russie, juillet 2016.

13. Plus tard détaillés comme un *package* allant de fusils sniper Dragunov aux lance-roquettes multiples TOS-1A et Smerch BM-30 en passant par des MANPADS et des missiles guidés antichars. John C.K. Daly, « Russia Proclaims 'Parity' in Arms Sales to Armenia and Azerbaijan », *Jamestown Foundation,* 12 avril 2016.

14. International Crisis Group, « Armenia and… », *op. cit.,* p. 6. De plus, l'Azerbaïdjan n'a pas fourni de rapports à UNODA sur ses dépenses effectives.

15. Communication Skype avec Masis Ingilizian, *op. cit.*

16. Shahla Sultanova, « Azerbaijan Brings in the Big Guns », *Transitions Online,* 12 juillet 2012.

17. Correspondance courriel avec Jasur Sumerinli, directeur du CDSI, 5 septembre 2016.

18. « Analysis : Armenian – Azeri Fighting in Nagorno-Karabagh », *Army Recognition,* 4 avril 2016.

19. Correspondance courriel avec Jasur Sumerinli, *op. cit.*

le domaine militaire. En 2012, les fonds alloués au ministère équivalaient à 2 milliards de dollars, mais ont été divisés par quatre en 2016 pour tomber à 450 millions de dollars[20].

Si l'Azerbaïdjan dispose d'une manne financière incomparable, le déséquilibre des dépenses militaires brutes cache une réalité plus équilibrée : l'Arménie réussit à maintenir un effort de défense tout aussi important relativement à son PIB et, surtout, elle bénéficie d'une assistance de la Russie pour l'acquisition d'armements trop couteux pour ses finances.

1.2. L'acquisition d'armements : le poids de la dépendance envers la Russie[21]

Les dix dernières années ont vu les deux États acquérir de nouveaux armements conventionnels majeurs qui permettent d'esquisser un croquis du rapport de forces général[22]. Celui-ci est avant tout marqué par une omniprésence de la Russie dans les ventes d'armements aux deux belligérants. L'intérêt premier de la Russie dans la région est d'assurer que l'OTAN n'y pénètre pas. Ainsi, une alliance incluant une présence militaire avec l'Arménie paraît incontournable afin de contrer toute initiative de la Turquie, justement impliquée dans le Caucase par son soutien à l'Azerbaïdjan dans le conflit, et plus généralement par des liens ethno-linguistiques avec ses populations. En échange de présence militaire dans le pays, la Russie fournit des armements à prix réduits à l'Arménie et a conclu avec elle un pacte d'assistance en cas d'agression. Celui-ci vise avant tout la Turquie, mais la possibilité de voir l'Azerbaïdjan se rapprocher militairement d'un membre de l'OTAN pousse également Moscou à maintenir la pression sur Bakou, qui reste un concurrent sur d'autres tableaux comme celui de l'approvisionnement de l'Europe en hydrocarbures. Toutefois, l'alliance avec l'Arménie ne peut se justifier qu'en entretenant la menace azerbaïdjanaise, ce qui explique en partie les ventes d'armements très sophistiqués de Moscou à Bakou. Vendre de telles armes permet en retour d'exiger plus de contreparties de l'Arménie : après que le président Sargsyan a déclaré vouloir rejoindre l'Union douanière proposée par la Russie en 2013, l'Arménie a obtenu une réduction du prix du gaz, une suspension de la taxe d'exportation sur le pétrole russe et une nouvelle baisse des prix sur les armes.

20. *Ibid.*

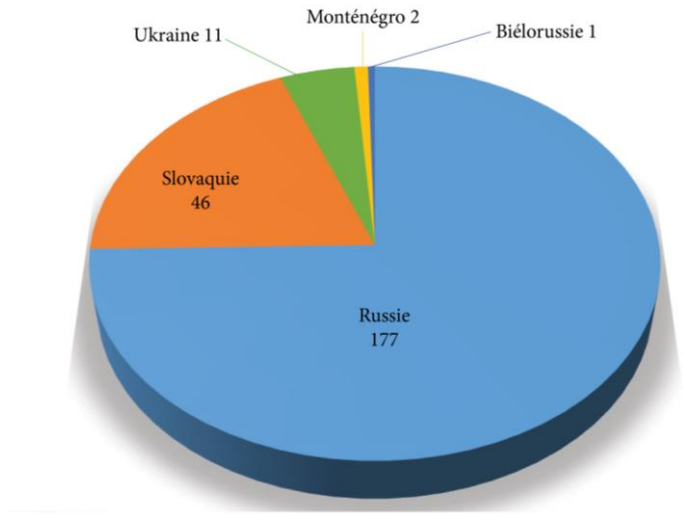
21. Pour cette partie, nous nous appuyons, sauf mention contraire, sur les données du SIPRI générées dans la base de données sur les transferts d'armes.

22. Nous laissons de côté les ALPC, en raison du manque de fiabilité des sources. Les chiffres du NISAT par exemple, triés à partir des données d'UN COMTRADE, présentent des cas manifestes de doublons et certains transferts paraissent douteux au vu de la catégorie dans laquelle ils sont classés. La question particulière des mines est également laissée de côté. Notons toutefois que ni l'Arménie, ni l'Azerbaïdjan ne sont parties à la Convention sur l'interdiction des mines, et que de larges portions de la ligne de front sont toujours minées.

A) L'Arménie et le Haut-Karabakh : la dissuasion de la menace plutôt que l'accumulation des forces

Selon le SIPRI, entre 2004 et 2015, cinq États auraient livré des armements conventionnels majeurs à l'Arménie dans le cadre de huit transferts, pour un volume de 238 millions de TIV[23].

Volume des exportations d'armes vers l'Arménie 2004-2015 (en millions de TIV)



(Source : SIPRI Arms Transfer Database, graphique généré le 3 septembre 2016)

Depuis le cessez-le-feu de 1994 et jusqu'à la réception des S-300 PMU2 par Bakou, le principal atout de l'Arménie résidait plutôt dans la capacité de dissuasion que procuraient les missiles balistiques Scud, acquis secrètement de la Russie en 1996[24]. En effet, ceux-ci permettaient de menacer directement les infrastructures économiques vitales de l'Azerbaïdjan[25]. Les acquisitions des dix dernières années concernent principalement des systèmes d'artillerie de 122 mm, des systèmes anti-missiles et, en 2013, 200 MANPADS Igla-S / SA-24. L'accent est donc mis sur la défense antimissile et anti-aérienne mobile, notamment par l'acquisition de deux systèmes S-300 PS en 2010[26], qui vise à empêcher toute attaque de l'aviation azerbaïdjanaise, supérieure en nombre à la flotte arménienne, sur le territoire arménien. La Russie demeure le fournisseur principal de l'Arménie.

23. Le *Trend Indicateur Value* (TIV) est un indicateur du SIPRI qui ne représente pas la valeur financière des armements, mais une unité de mesure des flux d'armements dans le temps.

24. Masis Ingilizian, « Assessing Azerbaijan's S300 Systems », *Bellingcat,* 20 octobre 2015.

25 Mi-septembre 2016, des systèmes de missiles balistiques Iskander ont été repérés à Yerevan, accréditant l'hypothèse qu'ils aient été livrés par la Russie. Si ces missiles pourraient avoir la capacité d'esquiver les S-300 PMU2 azerbaïdjanais, certains observateurs mettent en doute le fait qu'ils soient jamais véritablement en service au sein des forces arméniennes, considérant plus probable qu'ils restent aux mains des forces russes stationnées en Arménie. Communication avec Masis INGILIZIAN, *op. cit.*

26. Le système S-300 PMU2 est une version améliorée du S-300 PS : il dispose notamment d'une portée plus grande et d'une capacité de lancement missiles quadruplée.

A fortiori, l'Arménie demeure complètement dépendante du matériel de standard soviétique, puisque trois de ses fournisseurs sont d'anciennes républiques tandis que les deux restants faisaient partie de l'Organisation du Pacte de Varsovie. En outre, le fait que six des huit transferts d'armements conventionnels majeurs répertoriés concernent du matériel de seconde main souligne les limites financières du gouvernement arménien.

Le cas des deux systèmes S-300 PS est caractéristique des armements cruciaux que la Russie aide l'Arménie à obtenir : le coût d'un système S-300 PS sans missile étant évalué à 115 millions de dollars, l'Arménie aurait été incapable d'en acquérir deux en 2010 puisque les dépenses consacrées aux acquisitions s'élevaient alors à environ 156 millions de dollars[27].

L'origine des arsenaux de la République auto-proclamée du Haut-Karabakh demeurent autrement moins connus[28]. Si plusieurs observateurs affirment que Erevan fournirait des armements et des munitions aux forces de défense du Haut-Karabakh, via notamment des dispositions dans le budget national, il demeure impossible de définir dans quelles proportions. La plupart des 200 à 300 chars et du montant similaire de pièces d'artillerie dont disposeraient les forces du Haut-Karabakh aurait été pris à l'ennemi lors de la guerre de 1991-1994, bien qu'ils aient pu bénéficier par la suite de rénovation et modernisation par l'Arménie.

B) Les armements de l'Azerbaïdjan : entre accumulation et diversification

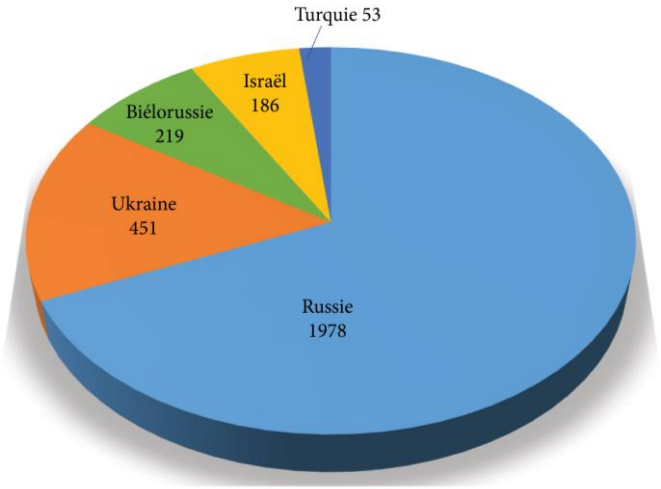
Sur la période 2004-2015, l'Azerbaïdjan a été le 30e plus grand importateur d'armements conventionnels majeurs du monde[29]. Selon le SIPRI, entre 2004 et 2015, les exportations des cinq premiers fournisseurs d'armes de l'Azerbaïdjan ont représenté un volume de 2,887 milliards de TIV. La Russie compte pour plus de la moitié du volume et à plus forte raison, les ex-républiques soviétiques restent de loin les premiers fournisseurs d'armes de Bakou. Toutefois, la tendance récente est à la diversification des sources depuis la fin des années 2000, qui voit l'Azerbaïdjan s'ouvrir à des pays membres ou proches de l'OTAN, comme la Turquie mais surtout Israël.

27. Tamir Eshel, « How Dangerous is the S-300 Syria is About to Receive ? », *Defence-Update,* 18 mai 2013.

28. Nous suivons pour ce paragraphe Roy Synovitz, « 'Open Secret' : Experts Cas Doubt on Yerevan's Claims Over Nagorno-Karabakh », *Radio Free Europe,* 5 avril 2016.

29. SIPRI, *SIPRI Yearbook 2015, op. cit.,* p. 418.

Volume des exportations d'armes vers l'Azerbaïdjan 2004-2015 (en millions de TIV)



(Source : SIPRI Arms Transfer Database, graphique généré le 3 septembre 2016)

Les capacités d'action au Haut-Karabakh se sont accrues grâce à l'investissement dans trois secteurs : l'artillerie, l'aviation légère, et les capacités anti-chars[30]. Mais surtout, l'armée azerbaïdjanaise a dissipé la menace d'une frappe balistique arménienne sur ses infrastructures pétrolières. En effet, l'Arménie dispose de 8 lanceurs et de 24 missiles balistiques Scud-B, acquis auprès de la Russie dans les années 1990, d'une portée de 300 km, qui permettrait donc d'atteindre les champs pétroliers azerbaïdjanais. Or, une telle frappe dévasterait l'économie azerbaïdjanaise, et constitue donc un facteur dissuasion de toute reprise d'offensive trop importante de l'Azerbaïdjan. Pourtant, en 2011, l'Azerbaïdjan réceptionnait de la Russie deux systèmes anti-missiles S-300 PMU2[31]. Ces systèmes, capables d'envoyer simultanément 12 missiles anti-missiles, ont désormais la capacité de saturer les Scud-B.

De plus, l'armée azerbaïdjanaise a acquis ses premiers drones de surveillance et de collecte de données grâce à des contrats passés entre 2007 et 2012 avec Israël. Les forces azerbaïdjanaises, disposeraient également d'un nombre inconnus de drones « kamikazes » Harop : l'un d'eux a notamment été utilisé contre un bus de volontaires arméniens lors de l'offensive d'avril 2016[32]. C'est également l'entreprise israélienne Rafael qui a livré 100 missiles longue-portée *Spike* à l'armée de Terre azerbaïdjanaise, en 2009-2010. Ces missiles auraient, selon les officiels azerbaïdjanais, été utilisés pour détruire six chars du Haut-Karabakh lors de l'offensive d'avril 2016[33].

Durant les dix dernières années, le rapport de forces « matériel » semble s'être inversé. Combinant l'affectation d'importantes ressources financières à la diversification des partenariats stratégiques avec des États producteurs de matériel sophistiqué, l'Azerbaïdjan a acquis une capacité d'initiative stratégique au Haut-Karabakh.

30. Les développements suivants se fondent sur la base de données des transferts d'armes du SIPRI.

31. Masis Ingilizian, « Assessing Azerbaijan's S300 Systems », *op. cit.*

32. Thomas Gibbons-Neff, « Israeli-made kamikaze drone spotted in Nagorno-Karabakh conflict », *The Washington Post,* 5 avril 2016.

33. Amy Rojkes Dombe, « Rafael's Spike Missile Used by Azerbaijan on Armenian Tanks », *Israel Defense,* 5 avril 2016.

La Russie occupe toujours une place centrale dans les approvisionnements en armes des deux adversaires, ce qui lui confère des moyens de pression considérables. Cette omniprésence de la Russie dans les importations d'armements des deux États s'explique, au-delà de l'héritage soviétique de Bakou et de Erevan, par la politique d'exportation restrictive de l'Union européenne.

2. L'embargo sur les armes de l'OSCE : un facteur de retenue pour les pays de l'UE

Les 28 États membres de l'UE, tous membres de l'OSCE au même titre que l'Arménie et l'Azerbaïdjan, sont tenus par la Position commune européenne sur les exportations d'armes de refuser une autorisation d'exportation si celle-ci viole les obligations internationales des États, dont celles contractées auprès de l'OSCE[34]. Or, ce dernier a justement établi un embargo sur les armes à l'encontre des forces engagées au Haut-Karabakh.

2.1. Aperçu de l'embargo sur les armes de l'OSCE

En effet, en février 1992, l'OSCE, par le biais du Comité des hauts fonctionnaires, chargé de mettre en œuvre les décisions du Conseil des ministres des Affaires étrangères, demandait « *à tous les États participants à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) et à tous les États de la région d'imposer un embargo immédiat sur toutes les livraisons d'armes et de munitions destinées à des forces engagées dans des combats dans la région du Nagorno-Karabakh (…)* »[35]. Cet embargo, sous cette formulation, est toujours en vigueur. Politiquement contraignant, il n'a jamais été formalisé par une résolution du Conseil de sécurité, ou par une Décision du Conseil de l'UE. Quoiqu'il en soit, il constitue la base d'une politique de restriction stricte des exportations d'armes au niveau des États membres de l'UE.

Entre 2009 et 2014, la dernière année pour laquelle l'Union européenne a publié son rapport sur les exportations d'armes, le nombre de licences octroyées par les pays-membres à destination de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan a été limité : 94 licences ont été octroyées et 60 refusées à destination de l'Azerbaïdjan, 13 licences ont été octroyées et 22 refusées à destination de l'Arménie.

Dans 55 des 60 licences refusées à l'Azerbaïdjan, le critère 1, qui fait référence au risque que les armes servent à violer des embargos internationaux, est évoqué comme raison du refus. C'est également le cas dans 18 des 22 licences refusées à l'Arménie. Par conséquent, le critère 1 est le principal motif de refus d'octroi de licences et, comme l'OSCE est la seule organisation à avoir décidé d'un embargo à l'encontre Haut-Karabakh, on en déduit que les États européens refusent principalement d'exporter des armes à l'Azerbaïdjan et l'Arménie afin de respecter cet embargo.

34. Conseil de l'Union européenne, *Position Commune 2008/944/PESC du Conseil,* 8 décembre 2008, art. 2, critère 1, a).

35. Voir la base de données du GRIP sur les embargos.

2.2. Les pratiques des États membres de l'UE : une politique d'exportation restrictive

En l'absence de capacités suffisantes de contrôle des armements après leur livraison, les principaux États européens exportateurs d'armements, de manière générale et vers l'Azerbaïdjan et l'Arménie, ont adopté une politique d'exportation restrictive, fondée sur une évaluation du type de matériel à exporter[36]. Ainsi, l'Allemagne, la France, la République tchèque et la Roumanie souscrivent à une approche maximaliste en matière d'exportations vers l'Arménie et l'Azerbaïdjan : tout matériel susceptible d'être utilisé dans les combats au Haut-Karabakh se voient refuser l'autorisation d'être exporté[37]. L'évaluation des caractéristiques qui rendent un matériel « susceptible » d'être utilisé dans les combats s'effectue au cas par cas.

Plusieurs des États cités évaluent non seulement la létalité du matériel, mais également sa place dans une éventuelle chaîne de létalité : ainsi, le matériel de production d'armements et de munitions (ML18) n'échappent pas à l'embargo, bien qu'il ne soit pas directement utilisable dans les combats. Dans le cas de la Roumanie, seules des pièces détachées et des composants destinés à la maintenance et réparation auraient été exportées jusqu'à présent. Dans le cas de la France, si un doute persiste sur la possibilité que le matériel soit utilisé dans les combats, des experts d'autres départements peuvent être sollicités, si le doute persiste encore, la licence sera refusée par précaution.

L'évaluation stricte des demandes exportations d'armes effectuée par les pays de l'UE vis-à-vis de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan contribue à pousser Bakou et Erevan toujours plus loin dans leur relation avec la Russie et la Turquie qui, dans le cercle des alliances régionales, conditionnent les actions des deux belligérants.

3. Le rôle des alliances extérieures : un catalyseur de la reprise des hostilités

La formulation particulière de l'embargo sur les armes de l'OSCE donne le sentiment que le conflit entre Arménie et Azerbaïdjan est limité à un territoire étroit. Pourtant, les dynamiques du conflit impliquent des acteurs extérieurs de part et d'autres, qui dessinent un jeu d'alliances mettant en scène deux grandes puissances régionales : la Russie et la Turquie. Ce sont ces deux pays qui, plus que l'Azerbaïdjan et l'Arménie, possèdent des leviers d'action sur le déroulement du conflit.

3.1. L'alliance russo-arménienne face à l'axe Bakou-Ankara

Le conflit du Haut-Karabakh constitue une fenêtre d'opportunité pour la Turquie et la Russie, l'une pour reprendre pied en Asie centrale, l'autre pour protéger le Caucase contre une poussée de l'OTAN.

36. Une exception notable concerne l'Allemagne, qui exige depuis 2015 des États importateurs qu'ils acceptent de se soumettre à d'éventuels inspections post-livraison des armes exportées, lorsque celles-ci concernent des ALPC.

37. Correspondances avec plusieurs autorités en charge de l'octroi des licences, juillet – août 2016.

Lorsque le Traité de sécurité collective (TSC) est créé à l'initiative de la Russie en mai 1992, l'Arménie, qui en est membre fondateur, est déjà en guerre contre l'Azerbaïdjan[38]. La clause d'assistance mutuelle en cas d'agression extérieure que prévoit le Traité ne couvre alors pas le Haut-Karabakh, mais protège l'Arménie d'une menace à l'Ouest : la Turquie, dont l'armée effectue des exercices militaires alors dans le Nakitchevan azerbaïdjanais. L'adhésion de l'Arménie au TSC est suivie d'accords de coopération qui permettent à la Russie de prendre militairement pied en Arménie, notamment à la frontière turque : en 1995, la location de la base de Gyumri est accordée pour une période initiale de 25 ans, tandis qu'une petite flotte de MiG-29 est stationnée à Erebuni, près d'Erevan[39]. Gyumri accueille environ 3 000 soldats russes, essentiellement des Arméniens recrutés sur contrat par l'armée russe pour assurer un bon niveau d'interopérabilité avec les forces arméniennes[40].

En 1997, un nouveau traité est signé, et prévoit une assistance mutuelle en cas d'agression – qui ne peut viser que la Turquie, puisque le Haut-Karabakh s'est auto-proclamé indépendant – et des patrouilles communes à la frontière turque[41]. Par conséquent, la Russie ne vise pas tant l'Azerbaïdjan, à qui elle a toujours vendu des armements des plus sophistiqués, mais la Turquie et l'OTAN. Pour preuve, les actions des alliances semblent se répondre : quelques jours seulement après la signature par l'Azerbaïdjan et la Turquie d'un accord d'assistance mutuelle en cas d'agression, en août 2010, les présidents Medvedev et Sargsyan formalisaient la prolongation du prêt de la base arménienne de Gyumri à la Russie jusque 2044[42].

La dynamique du conflit : une tendance à la reprise des hostilités

Deux éléments facilitent la reprise des hostilités à grande échelle au Haut-Karabakh. Le premier, qui est constant depuis le début de la guerre, est l'absence d'opération de maintien de la paix sur le terrain. La Russie avait proposé l'envoi de 1 800 hommes en 1993 sous l'égide de la Communauté des États indépendants, mais le gouvernement azerbaïdjanais s'y est toujours opposé de crainte de voir s'implanter la Russie militairement dans la région[43].

38. Le Traité deviendra une organisation, l'OTSC donc, en 2002. L'Azerbaïdjan a adhéré au Traité en 1993, puis s'en est retiré en 1999.

39. « Russia Signs Base Lease Extension With Armenia », *Eurasianet,* 20 août 2010.

40. Communication Skype avec Masis Ingilizian, *ibid.*

41. Harry Tamrazian, « Armenia / Russia: Landmark Treaty Includes Provision for Mutual Defense », *Radio Free Europe,* 9 août 1997.

42. « Azerbaijan and Turkey Sign agreement on strategic partnership and mutual assistance », *Trend News Agency,* 16 août 2010.

43. Thomas de Waal, « Prisoners of the Caucasus: Resolving the Karabakh Security Dilemma », *Carnegie Europe,* 16 juin 2016.

Quant à l'OSCE, une mission est bien chargée de la surveillance du cessez-le-feu, mais ses visites sont ponctuelles et ses effectifs se réduisent à six personnes[44].

Le second élément, plus récent, est la vente des systèmes S-300 PMU2 par la Russie à l'Azerbaïdjan. En effet, cette vente a représenté, par l'annihilation de la menace balistique arménienne, un premier pas de Moscou dans la direction d'une autorisation tacite à reprendre les hostilités, au moins à un certain niveau. Selon certains observateurs, l'accumulation depuis 2012 de canons tractés, d'obusiers et de chars par les forces azerbaïdjanaises au Nakitchevan, séparé du reste du pays par les territoires conquis par l'Arménie, constitue un second indice d'un possible acquiescement de la Russie à une offensive azerbaïdjanaise[45]. Ajoutés à la possibilité que les forces azerbaïdjanaises ait bénéficié d'une assistance turque dans la planification de l'offensive d'avril dernier, ces développements laissent penser que les deux États les plus influents du conflit ne sont pas nécessairement opposés à davantage d'hostilités[46].

Conclusion

Historiquement, le caractère « gelé » de la guerre au Haut-Karabakh, qui consacrait un rapport de forces favorable à l'Arménie, était assuré par deux éléments de dissuasion. L'un était technique, et concernait la capacité balistique de l'Arménie de détruire directement le cœur de l'économie azerbaïdjanaise en cas d'attaque trop ambitieuse. L'autre était diplomatique, et concernait l'alliance, ou plutôt la dépendance, de l'Arménie envers la Russie, qui garantissait à la première que la Turquie n'interviendrait pas. Si le premier élément n'existe plus, le second existe toujours dans les traités, les discours et certains faits, comme les livraisons d'armes. La Russie n'a pas intérêt à voir une zone limitrophe sombrer dans l'instabilité d'une guerre générale, surtout si des engagements juridiques l'obligent théoriquement à intervenir. Néanmoins, la dynamique générale semble démontrer certaines approbations tacites, du moins une absence de veto, sur certaines initiatives azerbaïdjanaises. Le président Poutine a ainsi à peine appelé, durant l'offensive d'avril 2016, les parties à observer immédiatement le cessez-le-feu.

* * *

44. Entretien avec Nicolas Tavitian, directeur d'*Armenian General Benevolent Union Europe*, 2 septembre 2016.

45. Nous remercions ici Masis Ingilizian de nous avoir permis de consulter une première version de son article à venir sur la question.

46. Source confidentielle.

L’auteur

Léo Géhin est chargé de recherche au GRIP. Il travaille notamment sur les questions liées aux transferts d’armes et aux instruments de contrôle des ALPC.

Avec le soutien de la
Wallonie